

MARTOR



Title: “Les Balkans ou l’obsession décrépite”

Author: Teodor Baconsky

How to cite this article: Baconsky, Teodor. 2001 “Les Balkans ou l’obsession décrépite” *Martor* 6: 81-86.

Published by: *Editura MARTOR* (MARTOR Publishing House), *Muzeul Țăranului Român* (The Museum of the Romanian Peasant)

URL: <http://martor.muzeultaranuluiroman.ro/archive/martor-6-2001/>

Martor (The Museum of the Romanian Peasant Anthropology Journal) is a peer-reviewed academic journal established in 1996, with a focus on cultural and visual anthropology, ethnology, museum studies and the dialogue among these disciplines. *Martor Journal* is published by the Museum of the Romanian Peasant. Interdisciplinary and international in scope, it provides a rich content at the highest academic and editorial standards for academic and non-academic readership. Any use aside from these purposes and without mentioning the source of the article(s) is prohibited and will be considered an infringement of copyright.

Martor (Revue d’Anthropologie du Musée du Paysan Roumain) est un journal académique en système *peer-review* fondé en 1996, qui se concentre sur l’anthropologie visuelle et culturelle, l’ethnologie, la muséologie et sur le dialogue entre ces disciplines. La revue *Martor* est publiée par le Musée du Paysan Roumain. Son aspiration est de généraliser l’accès vers un riche contenu au plus haut niveau du point de vue académique et éditorial pour des objectifs scientifiques, éducatifs et informationnels. Toute utilisation au-delà de ces buts et sans mentionner la source des articles est interdite et sera considérée une violation des droits de l’auteur.

Martor is indexed by EBSCO and CEEOL.

Les Balkans ou l'obsession décrépite

Teodor Baconsky

Anthropologue du religieux et diplomate (Ministère des Affaires Etrangères), Bucarest

Je n'ai pas du tout la prétention de maîtriser, du point de vue documentaire et analytique, la problématique des Roumains vivant dans les Balkans. Il existe certainement des linguistes, des byzantinistes, des sociologues, des géographes, des politologues et des journalistes qui ont dépouillé les archives, ont publié les sources, ont mené des recherches sur le terrain afin de formuler leurs propres hypothèses génétiques sur ce thème plutôt complexe. C'est donc à eux que va s'adresser le lecteur exigeant rigueur académique, information fiable ou bibliographies abondantes. Je considère néanmoins que le sujet reste passionnant par lui-même et je suis convaincu que le débat sur les „Roumains dans les Balkans“ pourrait exorciser d'anciennes illusions, tout en stimulant l'effort de réinterpréter notre identité dans le contexte du monde post-communiste.

Je voudrais formuler, d'emblée, une constatation presque empirique: la plupart des Roumains ne se „reconnaissent“ pas dans le miroir que leur tend la région balkanique. Certains se rendent compte que le miroir est fidèle, mais ils en refusent le reflet. D'autres considèrent tout simplement que le miroir est déformé. Par conséquent, nous pouvons nous demander: pourquoi, nous autres Roumains, ne voulons-nous pas faire partie des Balkans? Pourquoi

désirons-nous abandonner cet espace, même s'il a modelé nos mœurs et malgré les chances réduites de nous affilier à d'autres espaces dont, par une sorte de bovarysme, nous aimons nous revendiquer? Pour plusieurs raisons, parmi lesquelles je voudrais uniquement mentionner les plus importantes: parce que la chaîne balkanique s'arrête au Sud du Danube, là où la roumanité, telle qu'elle est, n'a que la consistance d'une aura archaïque. Parce que c'est dans les Balkans qu'a éclaté une guerre mondiale et que le voisinage de cette mosaïque ethnico-religieuse suscite de légitimes inquiétudes. Parce que la région balkanique est composée de petits Etats dont l'amitié n'offre pas de garanties et dont l'hostilité provoque d'inextricables complications diplomatiques. Parce que la mythologie de l'Europe centrale exerce sa séduction tant sur l'Ouest de la Roumanie que sur l'intelligentsia urbaine: évidemment, c'est plus chic d'appartenir à l'ancienne *Mitteleuropa* d'origine K.u.K. que de se confondre avec la zone qui est par excellence celle des chalvars et du narguilé. Enfin, parce que l'Occident nous a inoculé son mépris à l'égard d'une région, certes, sous-développée du point de vue économique, mais non moins évoluée, au fond, par rapport à d'autres régions européennes épargnées par la mécanique de la diabolisation. Pour simplifier, „être ou ne pas être balkanique“

c'est une autre manière de choisir entre l'Orient et l'Occident, entre l'indigence et la prospérité, entre le chaos et la rationalité, entre l'économie de survie et l'accès à des services sophistiqués, etc. Malheureusement, ceux qui peuvent tenir des propos (négatifs) sur les Balkans forment cette minorité intellectuelle qui – depuis 1830 jusqu'à présent – n'arrête pas de proclamer son appartenance européenne, alors que le reste de la société (on parle de la „Roumanie profonde“) se console impunément au rythme des *manele*¹, à travers les vapeurs de *libric*² et les saveurs du prochain „voyage d'affaires“ en Turquie... Une fois de plus nous devons accepter le divorce entre ceux qui (croient qu'ils) connaissent „la bonne direction“ et ceux qui semblent se sentir très bien là où ils se trouvent déjà...

On a soutenu que le paradigme oriental – présent dans les Balkans, mais reproduit un peu partout, depuis Alger jusqu'à Tokyô, en passant par Alhambra et Naples – a constitué depuis toujours la référence symétrique du monde occidental. À côté de l'axe Jérusalem-Alexandrie, la région balkanique serait ainsi la matrice inspiratrice d'une identité occidentale édifiée sur le doublet *civilisation-barbarie*, c'est-à-dire sur l'orgueilleux système de contrastes opposant les „Grecs“ aux „Persans“, pour mieux suggérer la pérennité du conflit entre liberté et servitude. L'imaginaire des croisades a refait surface durant le siècle romantique, alors que la culture occidentale veillait au chevet de l'„Homme malade“, en produisant l'iconographie d'un Delacroix, Gros ou Géricault aussi bien qu'une littérature onirique – de Musset, Chateaubriand, Pouchkine et Byron, à Balzac, Hugo et Coleridge qui, après avoir visité le Maghreb, la Grèce ou la Terre sainte, proposèrent l'image d'un Orient haut en couleurs et imprégné d'arômes, certes, mais aussi irrémédiablement violent.

Pendant les dernières décennies, l'histoire des mentalités a démontré la facticité idéologique et partant, le pouvoir de manipulation inhérents à un tel scénario: à l'instar du Nouveau Testament (où même de la mythologie du

Far West américain) les bons et les méchants, les apôtres et les brigands sont crucifiés ensemble, pour conférer au récit des connotations édifiantes. Nous savons actuellement que la distribution des ces rôles engage – en fait – la tension dialectique entre l'autorité (détentricice de la vérité) et le pouvoir (pourvoyeur des solutions pratiques). L'Occident du second millénaire chrétien a recherché plutôt le pouvoir, sans abandonner toutefois, à travers des méthodes peu honorables, la quête d'une autorité (y compris spirituelle) traditionnellement spécifique à l'Orient. Et il n'y a pas de raison pour dire que ce schéma ait été dépassé, malgré les déclarations de bonnes intentions d'un certain discours post-colonial, postimpérialiste et postmoderne. Bien au contraire, la „nouvelle“ pédagogie européenne, adoptée après la fin de la Guerre froide, semble perpétuer le classique désormais réductionnisme de la pensée occidentale.

Il serait inutile de moraliser une pareille conjoncture ou encore assumer la gesticulation infantile de la victime désignée. Mais s'agit-il seulement d'une éphémère circonstance géopolitique ou faudrait-il accepter, avec résignation, la nature implacable d'un destin subalterne? Il me semble plutôt difficile de formuler, en l'occurrence, des prédictions à long terme. Qui modèlera l'avenir de notre continent: l'Occident, avec son agonie opulente et l'imitation servile d'une Amérique enviée, ou „l'autre Europe“ qui brûle les étapes du progrès avec une vitalité primitive et complexée? Pour l'instant, un fait semble clair: entre la chute de Constantinople (1453) et les révolutions bourgeoises (1848), l'Occident est demeuré la seule instance capable de produire les définitions de l'Europe de l'Est – immédiatement adoptées par les élites intéressées, de Moscou jusqu'à Athènes. L'Occident a exercé ainsi son monopole logocentrique sans jamais dépasser sa perplexité devant une région marquée par l'héritage paradoxal de Platon et de Mahomet. Berceau de la culture classique et ruine de la chrétienté, cette région a gardé son pouvoir de fascination aussi bien dans la géogra-

phie symbolique de l'orientalisme qu'en tant que laboratoire voué aux expérimentations politiques post-lumières. Seulement, pendant les dernières décennies du siècle bonapartiste, les nations captives de l'Empire ottoman s'émancipent, adoptent les mentalités modernes et se laissent emporter par le bricolage ethnocentrique des mythes électifs: le damné d'antan nourrit maintenant des ambitions de protagoniste et – poussé par l'effondrement des structures supranationales – se pose en réservoir d'une nouvelle vitalité historique, à la portée d'un monde occidental voué à la „décadence“. C'est alors que se forment les discours de légitimation de la lutte pour l'indépendance menée contre la Sublime-Porte et contre le Patriarcat Œcuménique, dénoncé en tant que complice ambigu de l'islam. C'est aussi l'époque où, entre Napoléon III et Michelet, les Roumains récupèrent à leur tour cette vulgate nationaliste fondée sur la légende des croisades balkaniques, selon laquelle le généreux sacrifice des peuples éparpillés aux portes de l'Orient aurait favorisé, voire garanti, le développement historique des grandes nations occidentales.

Cela semble avoir été le moment et le contexte où les Roumains des Principautés, qui rêvaient déjà de la Grande Roumanie, sont à nouveau mis en contact avec les Roumains des Balkans, envisagés comme ingrédient d'une utopie néolatine, opposée au panslavisme ambiant. Bien que les communautés roumaines du sud du Danube ne fussent jamais que les éléments passifs d'une chronique pastorale anonyme, il est permis de croire que leur massivité démographique et leur synchronisation avec le mouvement national du nord du fleuve ont déterminé leur participation „objective“ aux débats antirévissionnistes menés aux alentours de 1900 et même à la préfiguration du mouvement néobyzantin de *Gândirea* (*La Pensée*) affirmé dans les années '30. Il est embarrassant de constater qu'aucun gouvernement de Bucarest n'a dépassé, dans ce sens, la simple rhétorique des „Roumains de partout“. Dans l'entre-deux-

guerres, une monarchie roumaine, fortifiée du point de vue territorial, s'est permis de conclure, avec les royaumes de Bulgarie et de Grèce, des accords bilatéraux visant à soutenir les minorités du point de vue culturel. Mais si aujourd'hui on regarde, par exemple, les ruines de l'ancien Lycée roumain de Sofia, on peut conclure que la présence des Aroumains ou des Valaques a été plus intense dans le champ idéologique du discours fondateur de l'Etat roumain moderne que dans la politique effectivement menée par ce dernier en faveur des communautés en question. Evidemment, pour éveiller le sentiment de l'appartenance historique chez les bergers parlant les dialectes roumains des Balkans, il fallait d'abord consolider, du point de vue institutionnel, le jeune Etat roumain. Pour de nombreuses raisons (et communisme aidant), ce processus n'est pas arrivé à son terme et la fragile classe moyenne aroumaine, concentrée dans certains centres commerciaux (comme Bitola), n'a jamais disposé de ressources suffisantes pour s'affirmer par elle-même. Pour leur part, les gouvernements d'après 1918 ont dû affronter trop de provocations externes pour pouvoir englober les „Roumains“ des Balkans dans le processus de modernisation entamé à l'intérieur du royaume. Par ailleurs, l'époque même – avec son ethos phylétiste et sa diplomatie soupçonneuse – n'encourageait nullement l'amélioration de la situation spécifique aux nombreuses „minorités“ de la région. Les traités de paix conclus à la fin de la Grande Guerre ont redessiné les frontières, en modifiant *ipso facto* les rapports entre les majorités et les minorités ethniques. Nombreux furent ceux qui se sont retrouvés „étrangers“ dans leur ancienne „patrie“, accumulant les ressentiments et subissant, en retour, le traitement réservé aux adversaires potentiels. Les grandes puissances européennes ont reconnu à la Roumanie la possession de ses territoires historiques, tout en obligeant les nouvelles autorités à adopter une législation des minorités accompagnée de garanties juridiques très évoluées. De leur côté, les Etats ayant subi des pertes territo-

riales ont persécuté à leur gré les „minoritaires“, surtout si ceux-ci étaient les conationaux des peuples voisins, bien lotis par la paix de Versailles. Et au moment où la Seconde Guerre mondiale a éclaté, les vaincus de 1920 n'ont pas manqué l'occasion de prendre leur revanche, en annexant – sous l'arbitrage de l'Axe – des territoires appartenant à leurs voisins: la Bulgarie a grignoté des territoires au détriment de la Grèce, de la Yougoslavie et de la Roumanie, la Hongrie a cannibalisé des territoires appartenant à la Roumanie, à la Yougoslavie et à la Tchécoslovaquie, etc.

Toutes ces mutations instables – susceptibles d'enflammer l'angoisse et le nationalisme des élites balkaniques – ont toujours répondu à un certain déterminisme confessionnel. Même si nous voulons éviter les extrêmes (pessimistes, à l'instar de Fukuyama, ou optimistes, dans le registre d'un dialogue œcuménique surestimé), nous devons admettre que, dans les Balkans, le problème religieux reste central aussi bien en ce qui concerne la vie des peuples qu'au niveau des perceptions occidentales relatives aux évolutions de la région. Au-delà des nouvelles politiques européennes ou des instruments tels que le *Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est*, l'Occident catholique et protestant conserve sa méfiance par rapport à une région dominée par des orthodoxes et contenant des filons islamiques. Méfiance? Oui, dans la mesure où la présence de l'orthodoxie et de l'islam dans les sociétés occidentales maintient sa condition insulaire et exotique. Et „oui“, de nouveau, étant donné que ni l'orthodoxie, ni l'islam n'ont jamais été des partenaires (sans devenir non plus des adversaires déclarés) de la démocratie. Dans ces circonstances, les anciens clichés et les récentes interprétations apocalyptiques, telles que celle de *Balkan Ghosts* (par Robert Kaplan) ne seront probablement pas capables de rasséréner un climat traditionnellement „imprévisible“. La question des minorités (y compris celle des minorités roumaines de Yougoslavie, d'Albanie, de Bulgarie, de Grèce, etc.) intègre parfaitement ce pay-

sage volcanique. Et les décideurs – nationaux ou internationaux – commettraient une grande erreur si, au lieu de simplifier, *more americano*, leur analyse des Balkans, ils s'enlisaient dans les subtilités d'un scénario bureaucratique destiné à dissimuler l'anémie de leur volonté politique sous la carcasse artificielle des complications sociologiques.

Il serait normal que l'effort des chancelleries occidentales pour stabiliser les Balkans prenne en compte les observations élémentaires suivantes: d'abord, celle qui veut que la guerre soit toujours plus coûteuse que la paix; ensuite, le fait que la condition des minorités va s'améliorer seulement à travers l'autonomie des autorités locales, en vertu du principe de subsidiarité; enfin, la conviction selon laquelle la pauvreté entretient inévitablement le nationalisme: aussi longtemps que le *Pacte de stabilité* (ainsi que n'importe quel autre projet d'assistance) n'auront pas acquis une forte dimension économique-financière, susceptible de contribuer directement à la reconstruction de la région, aucun gouvernement des capitales respectives ne se sentira suffisamment fort pour assumer la responsabilité de la démocratie et les obligations de l'intégration européenne. Et puisque la conservation du sous-développement nourrit la tentation du repli sur soi-même, on peut craindre que la rhétorique des „petits grands États“ (la Grande Albanie, la Grande Serbie, la Grande Roumanie, etc.) n'excite indéfiniment non seulement la mauvaise orientation de la politique extérieure, mais aussi le dossier potentiellement explosif des rapports interethniques.

Durant cette dernière décennie, les sociétés européennes postcommunistes ont revalorisé le sentiment national. Elles ont voulu se débarrasser ainsi de l'internationalisme communiste des années '50 qui avait mutilé leur identité au nom d'un universalisme soviétique humainement inacceptable. La renaissance du „nationalisme“ a également eu le rôle de fonder, sur la base d'un nouveau pacte social, l'aspiration vers la nécessaire reprise économique et vers la réhabilitation

des traditions, y compris religieuses. Il convient de reconnaître également les utilisations perverses de ce discours communautaire: par exemple lorsque l'impératif de l'unité nationale n'a pas été employé tant pour corriger les effets centrifuges inhérents au nouveau système pluraliste, que pour relégitimer une *nomenklatura* communiste désireuse de présenter son „péché totalitaire“ sous le jour d'une vertueuse „continuité patriotique“. De toute façon, après les premières années '90, les Etats postcommunistes sont entrés, à des vitesses différentes, dans la compétition pour l'intégration européenne. En amorçant le processus d'harmonisation législative, cette nouvelle orientation fondamentale a introduit dans leur vie politique les normes respectées dans l'UE. Des instruments juridiques très sophistiqués ont commencé donc à opérer dans un paysage institutionnel plutôt rudimentaire. L'opinion publique des pays postcommunistes a subi, par conséquent, le traumatisme de la fracture entre l'impétuosité des nouvelles règles et la persistance des anciennes mentalités (communistes ou prémodernes). D'une part, la population majoritaire a ressenti la frustration causée par le fait que l'UE, vu son âge politique avancé, semble privilégier (du point de vue politique et financier) la problématique des minorités. D'autre part, une avalanche de colloques et de messages médiatiques antinationalistes a renforcé la conviction qu'on ne peut pas faire justice au sentiment national (explicitement stigmatisé par „Bruxelles“) sans se brouiller avec l'Europe. Cette mauvaise gestion de la synchronisation entre l'Est et l'Ouest (qui a commis l'erreur de traiter avec des méthodes modernes des réalités socioculturelles à prédominance traditionnelle) a offert aux discours ultranationalistes une inattendue marge de manœuvre. En règle générale, les partis extrémistes ont été isolés (quoique certains d'entre eux soient entrés au Parlement). Il a fallu pourtant satisfaire d'une certaine manière le besoin des populations majoritaires de compenser les difficultés de la transition par l'exalta-

tion des „valeurs nationales“. Mis en garde par l'Occident contre toute manifestation de nationalisme interne, les gouvernements démocratiques des Etats postcommunistes essaient maintenant de relancer le thème national précisément dans le contexte agréé par l'UE: celui des droits accordés aux minorités. Ils font des efforts méritoires pour protéger les minorités se trouvant sur leur territoire (étant donné que la norme en la matière compte parmi les critères d'adhésion à l'UE) mais semblent intéressés davantage (y compris pour des raisons électorales) par le sort de leurs propres minorités habitant le territoire des Etats voisins. C'est ainsi que je m'explique le lancement de projets de lois ou au moins de stratégies gouvernementales concernant les Magyars, les Polonais, les Roumains, etc. de la diaspora et l'inclusion dans l'agenda des négociations bilatérales entre les anciens „pays frères“ des problèmes relatifs aux minorités abritées réciproquement. Ce n'est pas le moment de juger ici de l'opportunité de ces projets ni d'anticiper le résultat des polémiques qu'ils viennent de susciter (surtout en ce qui concerne le désormais célèbre „certificat de Magyar“). Il serait également prématuré d'évaluer les chances de l'actuel gouvernement roumain de concilier les tentations du „roumanisme“ avec l'obligation de rattraper les sérieux retards de la Roumanie sur le plan de l'intégration européenne et atlantique.

Enfin et par ailleurs, on peut mentionner aussi autre chose. Par exemple, on peut dire que l'Europe Unie – dont ont rêvé tant de génies et pour l'édification de laquelle sont payés les foules de fonctionnaires communautaires – ne sera édifée que lorsque la logique des Lumières de la polarité Est-Ouest sera remplacée par le réseau de 30 capitales où la démocratie, la liberté économique, la solidarité, la vocation écologique et la responsabilité à l'égard du patrimoine commun acquièrent vraiment une signification précise. Nous autres, qui vivons dans cette zone géopolitique de „seconde classe“,

nous souhaitons depuis longtemps qu'une pareille évolution soit amorcée. Encore faut-il que tous ces Européens qui se félicitent de ne

pas appartenir aux Balkans (alors qu'ils continuent de craindre la balkanisation) le souhaitent également.

Notes

1. *Manea*: type de chanson orientale, dont la mode est revenue en Roumanie à ce point que les *manele* envahissent les médias et les espaces du loisir. Voir dans ce volume, Speranța Rădulescu: „Pan-Balkan Waves in Romanian Oral Music“. (n. éd.)

2. *Ibric*: ce terme turque désigne pour les Roumains une petite cafetière, à long manche. Pour la signification différente du terme dans l'espace ture et roumain, ainsi que pour sa valeur culturelle dans ce dernier, voir Marianne Mesnil: „Bagages pour tous voyages. Propos ethnologiques autour de l'objet“, in *Martor* IV, 1999, pp. 147-160. (n. éd.)